

supported the Argentine delegation's proposal that in the interests of publicity a United Nations postal service should be created. For the same reason, he considered the holding of meetings in different parts of the world and the development of regional economic commissions important demonstrations of international co-operation carried out under the United Nations.

Mr. Ganem pointed out that while the administrative expenses of the Organization would probably remain at a relatively constant level, the same was not true of expenses connected with political activities which could not always be foreseen. He then suggested the institution of an operational budget as distinct from an administrative budget, to be created with a separate scale of contributions, adding that the International Refugee Organization budget had been drawn up in that way. He expressed himself as not completely satisfied with the Assembly's recommendations concerning the financial administration of specialized agencies and suggested that steps should be taken to co-ordinate activities and avoid duplication.

The meeting rose at 12.30 p. m.

HUNDRED AND SEVENTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Monday, 27 September 1948, at 3 p.m.*

Chairman : Mr. L. Dana WILGESS (Canada).

9. Continuation of the general discussion on the draft budget

Mr. WILSON (New Zealand) was glad to note the progress achieved in connexion with the United Nations budget and administration, as brought out in the Secretary-General's address and the report of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions. The budget submitted, however, would have been more realistic had it included estimates for the various commissions and missions sent to various parts of the world.

He agreed with the Secretary-General's observation that the votes of delegations in the Fifth Committee should coincide with their votes in the various organs of the United Nations. He understood, however, that questions of priority might intervene to modify the estimates submitted. His delegation was not convinced that it was necessary to set up a new organ of the General Assembly to examine the relative importance of

diale, consiste à faire en sorte que le monde prenne conscience des Nations Unies. Il appuie la proposition de la délégation de l'Argentine selon laquelle il serait de bonne propagande de créer un service postal des Nations Unies. Dans le même ordre d'idées, la convocation de conférences internationales dans différentes parties du monde et le développement des commissions économiques régionales ont, pour la coopération internationale réalisée sous les auspices des Nations Unies, une grande valeur de propagande.

M. Ganem fait remarquer que les dépenses administratives de l'Organisation se maintiendront probablement à un niveau plus ou moins constant alors qu'il n'en sera pas de même pour les dépenses relatives aux activités politiques que l'on ne pourra pas toujours prévoir. Il propose ensuite l'institution d'un budget d'exécution distinct du budget proprement administratif et alimenté par des contributions établies suivant un barème spécial. Il signale que le budget de l'Organisation internationale pour les réfugiés a été établi de cette façon. Il déclare que les recommandations de l'Assemblée au sujet de l'administration financière des institutions spécialisées ne le satisfont pas complètement et il propose de prendre des mesures pour coordonner leurs activités et pour éviter les doubles emplois.

La séance est levée à 12 h. 30.

CENT-SEPTIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le lundi 27 septembre 1948, à 15 heures.*

Président : M. L. Dana WILGESS (Canada).

9. Suite de la discussion générale du projet de budget

M. WILSON (Nouvelle-Zélande) est heureux de constater, d'après l'allocution du Secrétaire général et les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les progrès réalisés dans le budget et l'administration des Nations Unies. Il fait remarquer, cependant, que le budget présenté aurait été plus conforme à la réalité s'il avait fait état des prévisions pour les différentes commissions ou missions envoyées dans diverses parties du monde.

La délégation de la Nouvelle-Zélande approuve la remarque du Secrétaire général sur l'harmonie qui devrait exister entre les votes des délégations au sein de la Cinquième Commission et leurs votes dans les différents organes des Nations Unies. Elle se rend compte, toutefois, que peuvent intervenir des questions de priorité qui modifient les prévisions établies. La délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas convaincue de la nécessité

the United Nations various activities, for such an organ would inevitably be of a political nature and would not perhaps have a greater restraining influence than the existing bodies.

Mr. Wilson hoped that the Secretary-General would explain more fully the wide powers which he would like to exercise in connexion with the organization of meetings and the reduction of expenses.

The Secretariat should continue to insist that more time and more administrative resources than were generally granted were needed to consult fifty-eight Governments. When once that had been understood, a considerable step forward would have been taken in the technique of international relations.

Payment of experts gave rise to considerable outlay, although the United Nations possessed its own technical equipment. The League of Nations had usually acquired the services of experts by paying them only their travelling and subsistence expenses.

The New Zealand delegation agreed with the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions that the Rockefeller Library at Geneva should be kept intact, and disagreed with the proposal to transfer it. Apart from the physical inconvenience of such a transfer, there was the question of sentiment.

The reports of the Advisory Committee mentioned the danger of excessive staff specialization, which had unfortunate results on transfers within the Secretariat, appointments and promotion. That danger had been avoided to some extent in the European office at Geneva. Experience acquired there should be useful at the Headquarters at Lake Success.

The Fifth Committee was responsible for the study of staff salaries and working conditions, as well as the present and future position of the staff. As long as the future of the United Nations remained uncertain, the position of its staff was somewhat precarious. It might easily be subjected to radical changes. Promotion was restricted, and staff members ran the risk of finding themselves in a blind-alley career. The fact that the activities of the United Nations were of an advisory character imposed special conditions on the staff, who had to show a certain degree of sacrifice. Mr. Wilson could not draw any specific conclusions, but he felt that it would be advisable to take the human factor into consideration when examining questions involving United

de créer un nouvel organe de l'Assemblée générale qui serait chargé d'étudier l'importance relative des diverses activités de l'Organisation, car un tel organe aurait inévitablement un caractère politique et n'aurait peut-être pas une action restrictive plus efficace que les organismes actuels.

M. Wilson espère que le Secrétaire général fournira des explications plus complètes sur la question de l'« autorité considérable » dont il voudrait disposer pour l'organisation des séances et pour la réduction des dépenses.

L'orateur estime que le Secrétariat devrait faire remarquer sans relâche que la consultation de cinquante-huit Gouvernements demande plus de temps et plus de ressources administratives qu'il n'en est accordé généralement. Lorsqu'on s'en sera rendu compte, on aura accompli un grand pas dans la technique des relations internationales.

M. Wilson fait remarquer que la rémunération des experts entraîne des dépenses importantes, alors que l'Organisation des Nations Unies dispose de ressources techniques qui lui sont propres. La Société des Nations obtenait généralement les services de nombreux experts, sans autre rémunération que le paiement de leurs frais de déplacements et de subsistance.

La délégation de la Nouvelle-Zélande partage l'opinion exprimée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la nécessité de conserver intacte la bibliothèque Rockefeller, à Genève, et désapprouve la proposition visant à son transfert. Outre les inconvénients d'ordre matériel que cela présenterait, il y a là une question d'ordre sentimental.

M. Wilson rappelle que les rapports du Comité consultatif font allusion au danger d'une spécialisation trop poussée du personnel; elle a des effets néfastes sur les mutations à l'intérieur du Secrétariat, les nominations et l'avancement. Ce danger a été évité, dans une certaine mesure, au bureau européen de l'Organisation à Genève : l'expérience acquise là devrait être utile au siège à Lake Success.

La Cinquième Commission a la responsabilité d'étudier non seulement la rémunération et les conditions de travail du personnel, mais également sa situation et son avenir. Or, tant que l'avenir de l'Organisation n'est pas assuré, le personnel à son service se trouve dans une situation assez précaire. Il peut être l'objet de modifications radicales. L'avancement est restreint et le personnel court le risque d'une carrière stagnante. Enfin, le fait que les activités des Nations Unies sont de nature consultative impose des conditions particulières à son personnel, qui doit faire preuve d'un certain esprit de sacrifice. M. Wilson ne peut tirer de ces éléments aucune conclusion particulière, mais il pense qu'il serait utile de considérer le côté humain dans l'étude

Nations staff. During its debates, the Fifth Committee should bear in mind that a considerable section of the staff would devote their whole career to the United Nations.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) regretted that the Fifth Committee was neglecting administrative questions to an ever-increasing extent and was tending to confine itself to budgetary questions. He felt obliged to say that, from an administrative point of view, the work of the United Nations was not very satisfactory.

As to the address of the Secretary-General, he noted that it dealt almost exclusively with budgetary questions. However, the Secretary-General had stated that the geographical distribution of the Secretariat staff had improved considerably in the course of the preceding year; he had also asked that the Committee should adopt his proposal concerning the equalization of taxes as the best solution to the problem of taxes to be paid by the personnel.

Mr. Katz-Suchy declared that he was not in a position to express an opinion on the first of those two points made in the speech of the Secretary-General. The Committee had studied two documents : A/C.5/W.70 and A/652. Pages 4 to 6 of the first document contained a list of the personnel of the Secretariat by nationality and grade as on 31 August 1948; pages 8 to 11 of the second document contained a comparative list of the members of the Secretariat by nationality. Mr. Katz-Suchy cited certain examples — Argentina, Belgium, Canada, China, France, Switzerland, United Kingdom, and United States of America — which showed that the figures differed in those two documents. The lower figures were shown in the document purporting to represent the progress accomplished in the geographical distribution of personnel between 15 October 1946 and 31 August 1948; that coincidence seemed to him a little strange. He had come to the conclusion that either the percentage by nationality had been wrongly assessed, or the official list of members of the Secretariat was erroneous. He therefore asked the Secretary-General to provide the Committee with final and corrected figures, which could serve as a basis for discussion.

Mr. Katz-Suchy went on to discuss the question of equalization of taxes. That problem had arisen as a result of the refusal of the United States to adhere to the Convention on Privileges and Immunities. The Secretary-General had made the proposal that the salaries paid by the United Nations should be liable to tax in the hope that the United States would then exempt those of their nationals who were members of

des questions relatives au personnel de l'Organisation. Au cours de ses discussions, la Cinquième Commission ne doit pas oublier qu'une partie importante du personnel consacrera aux Nations Unies la totalité de sa carrière.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) regrette que la Cinquième Commission néglige de plus en plus les questions administratives, et a tendance à ne s'occuper que des questions budgétaires. Il se voit dans l'obligation de déclarer que, du point de vue administratif, le fonctionnement de l'Organisation est peu satisfaisant.

En ce qui concerne l'allocation du Secrétaire général, il faut remarquer qu'elle traite presque exclusivement des questions budgétaires. Toutefois, le Secrétaire général a déclaré que la répartition géographique du personnel du Secrétariat a été sensiblement améliorée au cours de l'année précédente. Par ailleurs, il a demandé que la Commission adopte sa proposition relative à la péréquation des impôts, comme étant la meilleure solution possible au problème de l'imposition du personnel.

M. Katz-Suchy déclare qu'il n'est pas en mesure de se faire une opinion sur le premier de ces points du discours du Secrétaire général. En effet, la Commission est saisie de deux documents : A/C.5/W. 70 et A/652. Les pages 4 à 6 du premier document contiennent un tableau du personnel du Secrétariat par nationalité et par classe, à la date du 31 août 1948; les pages 9 à 12 du deuxième document contiennent un tableau comparatif des membres du Secrétariat par nationalité. M. Katz-Suchy cite quelques exemples (Argentine, Belgique, Canada, Chine, France, Suisse, Royaume-Uni, et États-Unis d'Amérique), montrant que les chiffres diffèrent dans les deux documents. Les chiffres les plus bas figurent dans le document qui tend à montrer le progrès accompli dans la répartition géographique du personnel entre le 15 octobre 1946 et le 31 août 1948; cette coïncidence lui semble bizarre. Il déduit de sa comparaison que les calculs faits pour établir le pourcentage par nationalité sont faux, ou que la liste officielle des membres du Secrétariat est erronée. Il demande en conséquence que le Secrétaire général présente à la Commission des chiffres corrigés et définitifs qui puissent servir de base de discussion.

M. Katz-Suchy aborde ensuite la question de la péréquation des impôts. Ce problème est soulevé par suite du refus des États-Unis d'adhérer à la Convention sur les privilèges et immunités. Le Secrétaire général propose que les traitements versés par l'Organisation des Nations Unies soient assujettis à une contribution, dans l'espoir que les États-Unis exempteront alors ceux de leurs ressortissants qui sont membres du Secrétariat,

the Secretariat from the payment of national taxes. The Polish representative wondered to what extent the United States Congress would agree to such a suggestion, inasmuch as it had not adhered to the Convention on Privileges and Immunities. It had ignored resolution 160 (II) of the General Assembly; it could equally well ignore the resolution now proposed by the Secretary-General in Annex A of document A/638. Before the Fifth Committee took up the discussion of the solution proposed by the Secretary-General for the equalization of taxes, it was essential that the representative of the United States should give the Committee his formal assurance that his Government would take into consideration the proposed resolution.

Mr. Katz-Suchy then remarked that the fact that the United States had not adhered to the Convention on Privileges and Immunities had raised another problem, that of the headquarters site of the United Nations. In his report on the United Nations Headquarters (A/627), the Secretary-General had dealt exclusively with the financial aspect of the question, without referring to its administrative side. It sufficed however to refer to the annual report¹ of the Secretary-General on the activities of the United Nations (chapter IV, section C : Privileges and Immunities), to realize the numerous difficulties of an administrative type entailed by the refusal of the United States to adhere to the Convention on Privileges and Immunities. Mr. Katz-Suchy mentioned the question of the *laissez-passer* and in that connexion referred to the last paragraph of page 111 of the annual report of the Secretary-General.¹ He recalled that certain members of the Secretariat who were nationals of the United States had had great difficulty in obtaining their passports, which, in certain instances, had been refused. He also pointed out that the Government of the United States exerted a certain amount of pressure on high officials of the United Nations in order that certain members of the Secretariat who were nationals of the United States should not be sent on missions abroad.

It was for such reasons as these that he had declared that the work of the Organization, from an administrative point of view, was not entirely satisfactory; he reserved the right of his delegation to discuss the question again when it appeared on the agenda of the Committee and to present any draft resolutions which it might consider appropriate.

des contributions nationales. Le représentant de la Pologne se demande dans quelle mesure le Congrès des États-Unis se ralliera à ce point de vue, étant donné que le Congrès n'a pas donné son adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités. Il a ignoré la résolution 160 (II) de l'Assemblée générale. Il pourrait très bien ne pas tenir compte davantage de la résolution que le Secrétaire général propose maintenant à l'Annexe A du document A/638. Avant que la Cinquième Commission aborde la discussion de la solution proposée par le Secrétaire général pour la péréquation des impôts, il est indispensable que le représentant des États-Unis donne à la Commission l'assurance formelle que son Gouvernement tiendra compte de cette nouvelle résolution.

M. Katz-Suchy fait ensuite remarquer que le fait que les États-Unis n'ont pas donné leur adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités crée un autre problème, celui du siège de l'Organisation des Nations Unies. Dans son rapport sur le siège de l'Organisation des Nations Unies (A/627), le Secrétaire général traite uniquement de l'aspect financier de la question sans faire mention de son aspect administratif. Il suffit, toutefois, de se reporter au rapport annuel du Secrétaire général¹ sur l'activité de l'Organisation (chapitre IV, section C : Privilèges et immunités), pour se rendre compte des nombreuses difficultés d'ordre administratif qu'entraîne le refus des États-Unis d'adhérer à la Convention sur les privilèges et immunités. M. Katz-Suchy cite le cas des *laissez-passer*; il donne lecture à ce sujet du dernier paragraphe de la page 122 du rapport annuel du Secrétaire général¹. Il rappelle que certains membres du Secrétariat, qui sont citoyens des États-Unis, ont eu de grandes difficultés pour obtenir leurs passeports, qui, dans certains cas, leur ont été refusés. Il rappelle également que le Gouvernement des États-Unis effectue une certaine pression sur de hauts fonctionnaires de l'Organisation afin que certains membres du Secrétariat qui sont des ressortissants des États-Unis, ne soient pas envoyés en mission à l'étranger.

C'est pour de telles raisons que M. Katz-Suchy a déclaré que le fonctionnement de l'Organisation du point de vue administratif laissait à désirer. Il réserve le droit de sa délégation de discuter ce point de nouveau lorsqu'il viendra à l'ordre du jour de la Commission et de présenter les projets de résolution qui lui paraîtront opportuns.

¹ See Official Records of the third session of the General Assembly, Supplement No. 1.

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, supplément n° 1.

The representative of Poland declared that the Fifth Committee should take up without delay the question of creating an administrative tribunal, the need for which was imperative. He also considered that the question of the salaries of the Secretariat should be examined in view of the increasing rise in the cost of living.

Mr. MELENCIO (Philippines) pointed out that the struggle for peace was not purely political; peace depended as much on the economic and social well-being of the peoples as on political settlements. It would be difficult to establish a lasting peace while some countries were not sufficiently developed and others lacked the technical institutions necessary to ensure social organization. The Philippine delegation fully appreciated the advisory functions of the United Nations in respect of social services; the population of the Philippines and the experts of that country had learned a great deal from that programme of social service. While the activities in the political field had reached a deadlock, achievements in the social field deserved due recognition. For that reason the Philippine delegation was opposed to any reduction in the budget as far as the advisory functions of the United Nations in the social sphere were concerned.

With regard to the Department of Public Information, the Philippine Government considered that department essential to the activities of the United Nations, particularly at a time when the Organization had been the object of considerable criticism and doubts had arisen concerning its efficacy. While the Press and radio had made known the work of the General Assembly and of the Security Council, the Department of Public Information had been the only body to give a certain amount of publicity to the activities of other organs of the United Nations which had done excellent work in the economic and social fields. The various Governments were ready to expend enormous sums for public information and there was therefore no reason why the United Nations should be deprived of its most efficient means of spreading the idea of peace among the peoples of the world. Mr. Melencio therefore considered that any reduction of the estimate for the Department of Public Information would represent a false economy.

The Philippine representative went on to deal with the question of the geographical distribution of members of the Secretariat, which was of primary importance to the small Powers. They hoped that the personnel of the United Nations would be as international as possible in character, so that the United Nations could

Le représentant de la Pologne déclare que la Cinquième Commission devrait aborder sans tarder l'étude de la question de la création d'un tribunal administratif, dont la nécessité se fait impérieusement sentir. Il estime également qu'il y aurait lieu d'étudier la question des traitements du personnel du Secrétariat, étant donné l'augmentation croissante du coût de la vie.

M. MELENCIO (Philippines) rappelle que la lutte pour la paix n'est pas purement politique; elle dépend aussi bien du bien-être économique et social des peuples que des règlements politiques. Il estime difficile d'établir une paix durable lorsque certains pays sont insuffisamment développés et que certains peuples ne disposent pas des institutions techniques nécessaires à l'organisation sociale. La délégation des Philippines apprécie hautement les fonctions consultatives en matière de service social remplies par l'Organisation des Nations Unies; la population et les techniciens des Philippines ont appris énormément grâce au programme de service social. Alors que les activités dans le domaine politique ont abouti à une impasse, il faut apprécier à leur juste valeur les réalisations accomplies dans le domaine social; c'est pourquoi la délégation des Philippines est opposée à toute réduction du budget portant sur les fonctions consultatives en matière de service social.

En ce qui concerne le Département de l'information, le Gouvernement des Philippines estime que ce Département est essentiel pour les activités de l'Organisation des Nations Unies, surtout à une époque où l'efficacité de cette Organisation est mise en doute et fait l'objet de nombreuses critiques. Alors que la presse et la radio ont rendu compte des travaux de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, il faut se rappeler que, seul, le Département de l'information a donné une certaine publicité aux activités des autres organismes des Nations Unies, qui ont accompli un excellent travail dans les domaines économique et social. Les divers Gouvernements acceptent de dépenser des sommes énormes pour l'information publique; il n'y a donc pas de raison pour que l'Organisation des Nations Unies soit privée de son moyen le plus efficace pour répandre l'idée de la paix parmi les peuples du monde. M. Melencio estime donc que la réduction des crédits affectés au Département de l'information représenterait une économie fort mal conçue.

Le représentant des Philippines aborde ensuite la question de la répartition géographique des membres du Secrétariat. Il déclare que, pour les petites Puissances, cette question revêt une importance primordiale. Elles aimeraient que le personnel de l'Organisation eût un caractère aussi international que possible, permettant ainsi

profit from the experience of the different forms of culture throughout the world.

Mr. Melencio supported the position taken by the Consultative Committee on Administrative and Budgetary Questions with regard to the organization of the Secretariat. The present structure was too rigid and should not be maintained. It would be advisable to unify the different institutions and departments of the United Nations, so that personnel could be interchangeable; that could be achieved by frequent transfers of personnel between the different departments. The Philippine delegation had observed with satisfaction that in spite of the increase in the activities of the United Nations, the personnel of the Secretariat had remained appreciably the same. Moreover, the financial policy of the Organization had improved considerably.

Mr. REY (Belgium) considered that the activities of the Organization should be reduced. During the past few years there had been a marked increase in public services in all countries. The same was true in the international sphere, and, if political tasks appeared to be of paramount importance, other activities would have to be reduced and the number of meetings of the Organization limited to the maximum provided for. The number of meetings scheduled for 1948 was 4,088; for 1949, 4,644. In order to avoid overburdening the officials of the various nations, whose services were required by their own countries, it was desirable to confine the work of the Organization to problems which could be solved only on an international level.

Moreover, the multiplication of functions entailed expansion of administrative services. Mr. Rey considered that the number of officials in the Organization should be reduced. In the opinion of the Belgian delegation, the Secretariat should be a comparatively small body, composed of highly qualified and well-paid officials. He added that the proposal made at the last meeting to reduce the budget for 1949 to \$30 million appeared to him difficult to carry out; that figure might, however, be taken as a general basis.

The representative of Belgium considered that the figure of \$6 million, allocated to the Department of Public Information was too high. The responsibility for publicizing the activities of the Organization rested with the Member States and, in certain cases, with private organizations. Moreover, the influence of the Organization depended not on the amount of publicity given to it but rather on the usefulness and effectiveness of its work.

aux Nations Unies de profiter de l'expérience des différentes cultures de toutes les régions du globe.

M. Melencio approuve la position prise par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'égard de l'organisation du Secrétariat. La structure actuelle est trop rigide et ne devrait pas être maintenue. Il serait opportun d'unifier les différentes institutions et les départements de l'Organisation, afin d'avoir un personnel capable de tenir des emplois différents; ce résultat pourrait être réalisé par des mutations fréquentes des membres du personnel entre les divers départements. La délégation des Philippines remarque avec satisfaction, qu'en dépit de l'accroissement des activités de l'Organisation des Nations Unies, le personnel du Secrétariat est resté sensiblement le même; d'autre part, la politique financière de l'Organisation s'est améliorée sensiblement.

M. REY (Belgique) estime qu'il importe de limiter les activités de l'Organisation. On a pu constater ces dernières années que, dans tous les États, l'activité publique se développait considérablement. Il en est de même dans le domaine international et, si les tâches politiques apparaissent comme les plus importantes, il faut limiter les autres et il serait nécessaire de limiter au maximum prévu le nombre des réunions de l'Organisation. On avait prévu, pour 1948, 4.088 séances; on en prévoit 4.644 pour 1949. Il serait souhaitable, afin de ne pas accaparer outre mesure les fonctionnaires nationaux, utiles dans leurs pays respectifs, de limiter l'activité de l'Organisation aux problèmes qui ne peuvent être réglés qu'à l'échelon international.

D'autre part, la multiplication des tâches entraîne le développement des services administratifs. M. Rey considère qu'il faudrait réduire le nombre des fonctionnaires de l'Organisation. Dans la conception de la délégation belge, le Secrétariat doit être composé d'un corps de fonctionnaires peu nombreux, d'une compétence élevée et bien rémunérés. Il ajoute que la proposition formulée lors de la dernière réunion en vue de limiter à 30 millions de dollars le budget de 1949 lui apparaît difficile à mettre en application, mais que ce chiffre pourrait servir d'ordre de grandeur.

Le représentant de la Belgique estime que le chiffre de 6 millions de dollars prévu pour le Département de l'information est excessif. La publicité des travaux de l'Organisation incombe aux États eux-mêmes et éventuellement à certaines organisations privées. L'influence que peut exercer l'Organisation ne dépend d'ailleurs pas de l'importance de la publicité qu'elle fait, mais de la qualité et de l'efficacité du travail qu'elle accomplit.

The representative of Belgium approved the proposal to fix a ceiling for the contribution of certain Member States. For its part, Belgium was prepared to increase its contribution, although the present economic position of Belgium made it impossible for that country to increase that part of its contribution which was payable in dollars.

Mr. MUÑOZ (Argentina) considered it essential to avoid discrimination against certain States or groups of States in the geographical distribution of the staff. It was desirable, moreover, that the staff of the Secretariat should be fewer in number, while at the same time more highly qualified and better paid. The representative of Argentina added that the Spanish language should occupy its rightful position in the Organization. Finally, he disagreed with the views expressed by certain representatives on the subject of the Department of Public Information; the work of the United Nations must be given a certain amount of publicity, and it would be wrong, therefore, to reduce the budget of that department.

10. Consideration of the second annual report of the Staff Benefit Committee to the General Assembly (A/622)

Mr. LEBEAU (President of the Staff Benefit Committee) drew special attention to three points in the report.

According to the annual report, the numbers of persons waiting to participate in the Pension Fund was 428 on 31 July 1948; that number had now been reduced to 192.

With regard to section VI of the report, Mr. Lebeau thanked the Secretary-General for having set up an Investments Committee in accordance with the recommendations. In the course of their discussions, the Staff Benefit Committee had submitted certain comments to the Investments Committee with regard to various other matters, in particular concerning the methods to be adopted for the administration of the Fund. The Committee hoped that the Secretary-General would also be able to take into consideration the recommendations the Investments Committee had probably submitted to him on the subject.

Mr. Lebeau stated that the Staff Benefit Committee had had a difficult task during the past year. He hoped that in the coming year the work of the Committee would be confined to routine administration.

Le représentant de la Belgique approuve l'idée qui tend à limiter le montant maximum de la contribution de certains États Membres. La Belgique est prête, pour sa part, à augmenter le montant de sa contribution, quoique sa situation économique actuelle lui interdise d'accroître la part de sa contribution payable en dollars.

M. MUÑOZ (Argentine) estime nécessaire, en matière de répartition géographique du personnel, d'éviter toute injustice pouvant frapper certains pays ou groupes de pays. D'autre part, il faudrait que le nombre des fonctionnaires du Secrétariat soit moins élevé, mais que leur compétence soit plus grande et leur rétribution améliorée. Le représentant de l'Argentine ajoute que la langue espagnole devrait avoir dans l'Organisation la place qu'elle mérite. Enfin, il ne partage pas les vues exprimées par certains représentants sur le Département de l'information; il est nécessaire de donner une certaine publicité aux travaux des Nations Unies et il ne faut donc pas réduire le budget du Département de l'information.

10. Examen du deuxième rapport annuel à l'Assemblée générale du Comité des pensions du personnel sur la gestion de la Caisse des pensions du personnel (A/622)

M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions du personnel) signale trois points particuliers du rapport.

D'après le rapport annuel, 428 personnes attendaient leur affiliation à la Caisse des pensions au 31 juillet 1948. Ce chiffre est maintenant réduit à 192.

En ce qui concerne la section VII du rapport, M. Lebeau remercie le Secrétaire général d'avoir mis en vigueur le régime prévu en créant un Comité des placements. Au cours des délibérations communes, le Comité des pensions a présenté au Comité des placements certaines observations concernant d'autres points encore, notamment les méthodes de gestion des fonds. Le Comité souhaite que le Secrétaire général puisse tenir compte également des recommandations que le Comité des placements lui a probablement présentées à ce sujet.

M. Lebeau constate que le Comité de la Caisse des pensions du personnel a eu une tâche considérable l'année dernière. Il espère que l'année prochaine l'activité de ce Comité se réduira à une tâche normale de gestion.

In reply to a question from Mr. RAFIK ASHA (Syria), Mr. LEBEAU stated that the Staff Benefit Committee had laid down special medical standards, in order to avoid exposing the Joint Staff Pension Fund to undue risks. There were thus two types of medical standards : one for admission to the Secretariat, the other, more rigorous, for participation in the Joint Staff Pension Fund.

In reply to Mr. HALL (United States of America), Mr. LEBEAU said that the Secretary-General had been instructed to negotiate with the specialized agencies with a view to their participation in the Joint Staff Pension Fund. He agreed with the representative of the United States of America that the list of members of the Staff Benefit Committee, given in Annex C of document A/622, should be drawn up by departments rather than by nationality.

The CHAIRMAN suggested that the Committee should take note of the report and pass on to the next item on its agenda.

It was so agreed.

11. Consideration of the report of the Staff Benefit Committee submitting draft regulations for a permanent pension scheme (A/534, A/584, A/598, and A/C. 5/225)

The CHAIRMAN recalled that the Pension Scheme submitted two years previously had been provisionally adopted. The Staff Benefit Committee had suggested certain amendments which had been considered by the Advisory Committee. The Chairman requested the Chairman of the Advisory Committee to submit his report on the subject.

Mr. AGHNIÈS (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) stated that there were four points on which there was a divergency of views between the Staff Benefit Committee and the Advisory Committee. The latter recommended that orphans' benefits, which were at present chargeable against the general budget of the Organization, should be provided under the Pension Scheme, and that the Pension Fund should finance those benefits without any increase in the total contribution of 21 per cent of salaries which had been agreed upon for pension purposes.

The Advisory Committee had requested the Staff Benefit Committee to consider what modifications could be made to the scheme of benefits

En réponse à une intervention de M. RAFIK ASHA (Syrie), M. LEBEAU précise que le Comité de la Caisse des pensions du personnel a établi certaines normes médicales particulières, afin que la Caisse commune des pensions ne courre pas de risques exceptionnels. Il existe donc deux séries de normes médicales : les unes établies pour l'admission dans le Secrétariat; les autres, plus sévères, établies pour le compte de la Caisse commune des pensions.

Répondant à M. HALL (États-Unis d'Amérique), M. LEBEAU déclare que le Secrétaire général a été chargé de procéder à des négociations avec les institutions spécialisées pour l'affiliation de celles-ci à la Caisse commune des pensions. D'autre part, il approuve l'observation faite par le représentant des États-Unis d'après laquelle, dans l'Annexe C du document A/622, l'énumération des membres du Comité de la Caisse des pensions du personnel devrait se faire par Département plutôt que par nationalité.

Le PRÉSIDENT propose que la Commission prenne note de ce rapport et passe au point suivant de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

11. Examen du rapport du Comité de la Caisse des pensions du personnel présentant un projet de règlement pour un régime permanent des pensions (A/534, A/584, A/598 et A/C. 5/225)

Le PRÉSIDENT rappelle que le plan des pensions présenté il y a deux ans a été accepté à titre provisoire. Le Comité de la Caisse des pensions du personnel a proposé certaines modifications qui ont été étudiées par le Comité consultatif. Le Président invite le Président du Comité consultatif à présenter son rapport à ce sujet.

M. AGHNIÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) énumère les quatre points sur lesquels il y a divergence d'opinion entre le Comité de la Caisse des pensions du personnel et le Comité consultatif. Le Comité consultatif recommande de prélever sur les fonds de la Caisse des pensions, les prestations aux orphelins qui sont actuellement imputables sur le budget général de l'Organisation, et d'assurer le paiement de ces prestations par la Caisse des pensions sans accroître la contribution totale de 21 pour 100 des traitements qui a été acceptée en matière de pension.

Il a demandé au Comité de la Caisse des pensions du personnel d'étudier les modifications au régime des prestations qu'il conviendrait d'ap-

in order to keep within those limits. The Staff Benefit Committee had replied in a letter dated 9 June 1948; its recommendation that the figure of 0.68 per cent should be accepted for the initial three-year period pending normal actuarial review would be found in the second report of the Advisory Committee (A/598, paragraph 259).

The Advisory Committee recommended that a woman who had married a staff member within six months of his qualifying for a disability pension should not be entitled to a widow's pension in the case of his death. It hoped thus to defend the plan against eleventh-hour marriages.

The Advisory Committee could not recommend that present members of the Scheme should be immune from future changes in the rates of benefits. That was a particularly difficult problem, which raised the important question of the principle of acquired rights. The General Assembly could not be prevented from exercising its supreme power. Moreover, the members of the Scheme could trust the Fifth Committee to give them a sympathetic hearing in any specific case which might arise.

Finally, with regard to the benefits to be paid in case of withdrawal before the age of retirement, the Advisory Committee recommended a third alternative combining the two already presented, in the hope of reaching a compromise with the Staff Benefit Committee.

Mr. AGHNIDES hoped that the Staff Benefit Committee would agree at least to the last proposal.

Mr. LEBEAU (Chairman of the Staff Benefit Committee) remarked that the Staff Benefit Committee had conducted its negotiations with the Advisory Committee in a friendly spirit. There had been no sharp conflict between the two bodies, but merely differences of opinion.

Mr. Lebeau agreed unreservedly to the Advisory Committee's fourth proposal: the addition of a third alternative for the payment of benefits in case of early retirement.

With regard to the second point — benefits due to widows — the Chairman of the Staff Benefit Committee was unable to understand the attitude of the Advisory Committee. The proposed provision would inflict injustice on certain widows, particularly in cases where the death of the husband was caused by an

porter afin de rester dans ces limites. Le Comité de la Caisse des pensions a répondu par lettre en date du 9 juin 1948; l'on trouvera dans le second rapport du Comité consultatif (A/598, paragraphe 259) la recommandation du Comité de la Caisse d'accepter le chiffre de 0,68 pour 100 pour la période initiale de trois ans, en attendant que l'on procède à l'étude actuelle régulière.

Le Comité consultatif recommande d'exclure du bénéfice de la pension de veuve, une femme qui aurait épousé un membre du personnel dans les six mois précédant le moment où celui-ci fait valoir son droit à une pension d'invalidité. Il veut de cette manière protéger le plan contre des mariages de la onzième heure.

Le Comité recommande que l'on ne rende pas entièrement inapplicable aux membres actuels de la Caisse toutes les modifications qui pourraient à l'avenir être apportées au taux des prestations prévu dans le régime des pensions. Il s'agit là d'un problème particulièrement difficile et qui pose la question de principe très importante des droits acquis. On ne peut empêcher l'Assemblée générale d'exercer ses droits souverains. Par ailleurs, les membres affiliés à la Caisse peuvent faire confiance à la Cinquième Commission pour étudier avec sympathie tous les cas d'espèce qui pourront se présenter.

Enfin, en ce qui concerne les prestations en cas de départ prématuré, le Comité consultatif recommande que l'on adopte un système comportant une troisième solution mixte, ceci dans l'espoir d'arriver à un compromis avec le Comité de la Caisse des pensions.

M. AGHNIDES exprime l'espoir que le Comité de la Caisse des pensions pourra accepter tout au moins la dernière de ces propositions.

M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions du personnel) rappelle que le Comité de la Caisse des pensions a négocié avec le Comité consultatif dans un esprit amical. Il n'y a donc pas entre les deux organes de conflits violents mais uniquement des divergences d'opinions.

M. Lebeau accepte sans réserves la quatrième proposition du Comité consultatif (adjonction d'une troisième option pour les prestations en cas de départ prématuré).

En ce qui concerne le deuxième point (prestations dues aux veuves), le Président du Comité de la Caisse des pensions ne comprend pas très bien la position qu'a prise sur ce point le Comité consultatif. La disposition projetée entraînerait des injustices pour certaines veuves, en particulier dans le cas où la mort du conjoint est causée

accident while on United Nations duty. The Staff Benefit Committee considered that a definite right was involved, and that the Organization would have to run the risk of any abuse. He hoped that the Advisory Committee would reconsider the matter.

Mr. Lebeau expressed the desire to leave to a later meeting the discussion of the other two points raised by the Chairman of the Advisory Committee.

Mr. W. O. HALL (United States of America) drew the Committee's attention to Annex 2 of the report of the Staff Benefit Committee (A/584), which was a minority report. The United States delegation considered that the Staff Benefit Committee should provide benefits which would be of real use to the recipients; it agreed, generally speaking, to the proposals contained in the minority report.

Mr. Hall thought that the proposed third alternative in case of early retirement was basically unsound, and that in such cases benefits should be limited to the amounts contributed by the employee; otherwise the solvency of the Fund might be endangered.

Moreover, no benefits need be paid to young widows without children; no provision was made for such benefits in the various national systems. He further proposed that the benefits paid to orphans should be a charge against the Fund, although not at the expense of a 10 per cent reduction in disability benefits. The United States representative considered that the rate of invalidity pensions should be maintained, even if that involved a reduction in the rate of retirement benefits, in view of the fact that members of the Fund in receipt of the former might have young children who were still dependents, which was hardly likely to be the case for receipts of the latter. He therefore proposed that the rate of benefit per year of service should be fixed at 1.5 per cent, i. e., one-sixty-sixth instead of one-sixtieth.

Finally, the United States representative stated that he would support the recommendation contained in paragraph (c) of document A/C.5/225 which provided for complete immunity from future changes in the rates of benefits provided in the scheme.

The CHAIRMAN stated that since the Committee apparently agreed in general to the proposed plan, all future discussion of that item of the

par un accident survenu en cours de service pour les Nations Unies. Le Comité de la Caisse des pensions estime qu'il s'agit là d'un droit strict et que, s'il peut y avoir des abus, il appartient à l'Organisation d'en prendre le risque. Il espère que le Comité consultatif changera d'avis sur ce point.

Enfin, M. Lebeau exprime son désir de traiter, lors d'une séance ultérieure, des deux autres points soulevés par le Président du Comité consultatif.

M. W. O. HALL (États-Unis d'Amérique) attire l'attention de la Commission sur l'Annexe 2 au rapport du Comité de la Caisse des pensions (A/584), qui est un rapport minoritaire. La délégation des États-Unis estime que le Comité de la Caisse des pensions doit verser des prestations qui soient réellement utiles aux bénéficiaires et elle accepte dans l'ensemble les propositions qui se trouvent dans le rapport minoritaire.

M. Hall pense que la troisième solution prévue en cas de départ prématuré pêche par la base et que l'on devrait limiter les prestations en pareil cas aux sommes déposées par l'employé; sinon, on risque de mettre en danger la solvabilité de la Caisse.

Par ailleurs on pourrait se dispenser de fournir des prestations aux jeunes veuves sans enfants, ce genre de prestations n'étant pas prévu dans les divers systèmes nationaux. D'autre part, il propose que les prestations aux orphelins soient imputées au fonds sans qu'il en résulte pour cela une réduction de 10 pour 100 des pensions d'invalidité. Le représentant des États-Unis estime que l'on devrait maintenir le taux des pensions d'invalidité, fût-ce au détriment du taux des pensions de retraite, étant donné que les membres de la Caisse qui jouissent des premières peuvent encore avoir à leur charge des enfants jeunes, ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas pour ceux qui bénéficient des secondes. Il propose donc que soit fixé à 1,5 pour 100, soit un soixante-sixième au lieu de un soixantième, le taux des prestations par année de service.

Enfin, le représentant des États-Unis déclare qu'il appuiera la recommandation qui se trouve à l'alinéa c du document A/C.5/225, recommandation tendant à rendre toutes les modifications qui pourraient, à l'avenir, être apportées aux taux des prestations prévues dans le régime des pensions entièrement inapplicables aux membres actuels de la Caisse.

Le PRÉSIDENT constate que la Commission semble accepter de façon générale le plan qui est proposé et déclare que, toutes les discussions

agenda should be confined to the amendments submitted by the Advisory Committee and by the United States representative.

Mr. LEBEAU (Chairman of the Staff Benefit Committee) summed up the points on which there was a difference of opinion : there was a slight disagreement on the question of the benefits to be paid to widows, and a much more serious one with regard to orphans' benefits. Furthermore, various questions of principle had been raised by the remarks of the United States representative, since the alteration in the rates which he had proposed affected the very basis of the Pension Fund.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) asked for the Administration's views regarding the possibility of recruiting competent international officials under such conditions. In his opinion the pensions and benefits provided in the plan seemed rather meagre in view of the fact that contributions to the Fund amounted to a total of 21 per cent of the salaries.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that the Administration's views were faithfully represented in the report of the Staff Benefit Committee. The Secretary-General considered that he would be able to recruit competent staff whichever of the two plans came into force.

Mr. REY (Belgium) thought that the points of view of the Advisory Committee and of the Staff Benefit Committee could be reconciled if widows' benefits were excluded except when the husband's death had been due to an accident. In controversial cases the Board could give its opinion, and no abuse need be feared.

Mr. LEBEAU (Chairman of the Staff Benefit Committee) thought that an excellent suggestion, which might well form the basis of a compromise with the Advisory Committee.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) stated that he also was prepared to accept the suggestion, but he wished first to consult the other members of the Advisory Committee.

à venir sur ce point de l'ordre du jour porteront sur les modifications précises proposées par le Comité consultatif, ainsi que sur celles proposées par le représentant des États-Unis.

Résumant les points sur lesquels il y a divergence, M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions) déclare qu'il y a un léger désaccord sur la question des prestations à accorder aux veuves et un désaccord beaucoup plus grave en ce qui concerne les prestations à accorder aux orphelins. Par ailleurs, les observations du représentant des États-Unis soulèvent des questions d'une importance capitale, le changement de taux qu'il propose touchant aux principes directeurs de la Caisse des pensions.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) demande quelle est l'opinion de l'Administration sur les possibilités de recruter des fonctionnaires internationaux compétents dans de pareilles conditions. Il estime que les pensions et prestations prévues dans le plan semblent relativement faibles, étant donné que les cotisations perçues par la Caisse se montent au total à 21 pour 100 des salaires.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) déclare que le point de vue de l'Administration est très fidèlement reproduit dans le rapport du Comité de la Caisse des pensions. Le Secrétaire général estime qu'il peut recruter un personnel compétent quel que soit celui des deux plans qui sera mis en vigueur.

M. REY (Belgique) pense que l'on pourra concilier le point de vue du Comité consultatif et celui du Comité de la Caisse des pensions en n'accordant de prestations aux veuves que dans le cas où le décès de l'affilié serait dû à une cause accidentelle. Dans les cas litigieux, la Caisse pourrait donner son avis et l'on n'aurait à craindre aucun abus.

M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions du personnel) pense que cette suggestion est excellente et qu'elle pourrait très bien constituer la base d'un compromis avec le Comité consultatif.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) se déclare, lui aussi, tout à fait disposé à accepter cette suggestion, mais désire consulter au préalable les autres membres du Comité consultatif.